

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2020

Chers Actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2020, clos le 30 septembre. Ces comptes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Depuis 2017, Lectra commercialise et facture ses logiciels à la fois sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés, et sous forme d'abonnements, pour ses offres logicielles en mode *Software as a Service* (SaaS).

Pour faciliter la comparaison avec les exercices antérieurs, le Groupe avait décidé, en 2018 et 2019, d'inclure dans le montant des commandes de nouveaux systèmes les logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2 (coefficient permettant de calculer le montant qu'aurait représenté la commande si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle).

À compter du 1^{er} janvier 2020, l'analyse des commandes de nouveaux systèmes est faite au travers de deux indicateurs : d'une part, le montant des logiciels vendus séparément sous forme de licences perpétuelles (« Licences perpétuelles de logiciel »), des équipements et de leurs logiciels embarqués (vendus sous forme de licences perpétuelles) et des services non récurrents, d'autre part la valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels, pour les offres en mode SaaS.

Le chiffre d'affaires correspondant aux commandes de licences perpétuelles de logiciel est enregistré dans la rubrique du même nom ; celui correspondant aux logiciels embarqués se trouve dans la rubrique « Équipements et leurs logiciels », comme précédemment. Les logiciels vendus sous forme d'abonnement génèrent, quant à eux, du chiffre d'affaires dans la rubrique « Abonnements logiciels ».

Les comparaisons détaillées entre 2020 et 2019 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2019 (« données comparables »). L'impact de l'acquisition de Retviews (*cf.* communiqué du 15 juillet 2019) sur les comptes des neuf premiers mois n'étant pas significatif, les variations à données comparables neutralisent uniquement l'effet de la variation des parités de change.

Les tableaux détaillés et les variations à données comparables des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires et du compte de résultat du troisième trimestre et des neuf premiers mois figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 8.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2020

Avec une parité moyenne de 1,17 \$ / 1 € au troisième trimestre, le dollar s'est inscrit en baisse de 5 % par rapport au troisième trimestre 2019. Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 4 % par rapport à l'euro. L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de 1,8 million d'euros (- 3 %) le chiffre d'affaires et de 0,9 million d'euros (- 9 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Dans ses rapports sur les comptes du premier et du deuxième trimestre publiés respectivement le 29 avril et le 27 juillet 2020, le Groupe avait anticipé l'impact de la crise de la COVID-19 et ses conséquences sur les comptes de l'année 2020. Il avait toutefois indiqué qu'une amélioration progressive du volume des commandes, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel pourrait être constatée dès le troisième ou le quatrième trimestre 2020.

Si les répercussions de la pandémie ont continué de marquer le troisième trimestre, plusieurs signes d'amélioration ont cependant été enregistrés.

Ainsi, après un recul de 42 % au deuxième trimestre, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (20,7 millions d'euros) diminuent de 21 % par rapport au troisième trimestre 2019.

La valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels (0,8 million d'euros) progresse de 75 %, confirmant ainsi la bonne adoption des nouvelles offres pour l'Industrie 4.0, vendues en mode SaaS.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces, un indicateur avancé du niveau d'activité des clients du Groupe, recule de 9 % après une baisse de 46 % au deuxième trimestre.

Le chiffre d'affaires total (56,5 millions d'euros) diminue de 15 % par rapport au troisième trimestre 2019 (- 18 % à données réelles). Il avait baissé de 28 % au deuxième trimestre 2020.

Grâce aux mesures de limitation des dépenses mises en œuvre dès le mois de mars et maintenues au troisième trimestre, les frais généraux diminuent de 10 % par rapport au troisième trimestre 2019.

Le résultat opérationnel (8,5 millions d'euros) recule de 24 % (- 31 % à données réelles), alors qu'il avait diminué de 79 % au deuxième trimestre.

La marge opérationnelle s'établit à 15,0 %, en recul de 1,8 point à données comparables (- 2,9 points à données réelles) par rapport au troisième trimestre 2019.

Le résultat net (6,6 millions d'euros) est en baisse de 24 % à données réelles par rapport au troisième trimestre 2019. Il était en recul de 85 % au deuxième trimestre 2020.

Le cash-flow libre est positif de 8,5 millions d'euros (5,6 millions d'euros au troisième trimestre 2019). Il comprend l'encaissement du solde du crédit d'impôt recherche 2016 de 2,6 millions d'euros (le solde du crédit d'impôt recherche 2015, de 5,7 millions d'euros, avait été encaissé au quatrième trimestre 2019).

2. ACTIVITÉ ET COMPTES DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2020

L'épidémie de COVID-19 et ses conséquences ont fortement marqué les neuf premiers mois de l'année.

Dès le début de la crise, le Groupe a pris les mesures d'hygiène et de distanciation physique nécessaires pour préserver la santé de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs et de ses autres parties prenantes. Ces mesures sont toujours en vigueur.

Les mesures de confinement mises en place dans de très nombreux pays, notamment au premier semestre, ont entraîné une forte baisse d'activité chez les clients du Groupe ainsi que le gel de certaines discussions commerciales avec Lectra.

Si l'activité a progressivement repris au troisième trimestre, de nombreux clients n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'activité antérieurs à la crise et ont été conduits à réduire temporairement leurs investissements ou leurs dépenses d'exploitation. Les trois marchés stratégiques de Lectra (la mode, l'automobile et l'ameublement) ont été fortement affectés.

Avec une parité moyenne de 1,12 \$ / 1 € au cours des neuf premiers mois de 2020, le dollar est resté stable par rapport à la même période 2019 (1,12 \$ / 1 €). Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 2 % par rapport à l'euro. L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de 1,6 million d'euros (- 1 %) le chiffre d'affaires et de 0,6 million d'euros (- 4 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles, par rapport à ceux établis à données comparables.

Recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel

Dans ce contexte particulier et inédit, le chiffre d'affaires (170,6 millions d'euros) diminue de 16 % par rapport aux neuf premiers mois de 2019 (- 17 % à données réelles).

Commandes

Les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (54,9 millions d'euros) diminuent de 30 %. Les commandes de licences perpétuelles de logiciel (5,7 millions d'euros), d'équipements et de leurs logiciels (41,6 millions d'euros) ainsi que de formation et de conseil (6,5 millions d'euros) reculent respectivement de 41 %, 29 % et 28 %.

Géographiquement, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents baissent de 44 % en Asie-Pacifique, de 24 % en Europe et progressent de 2 % dans les Amériques. Elles reculent de 49 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...). Elles sont en retrait de 41 % dans l'automobile, de 29 % dans la mode, de 14 % dans l'ameublement et de 12 % dans les autres industries.

Par ailleurs, la valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels s'élève à 1,8 million d'euros, en progression de 56 % par rapport aux neuf premiers mois de 2019. Ces commandes sont en hausse dans toutes les régions et concernent principalement le marché de la mode.

Chiffre d'affaires des licences de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents

Le chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents (54,4 millions d'euros) baisse de 31 %. Il comprend principalement :

- les licences perpétuelles de logiciel (5,8 millions d'euros), qui diminuent de 44 % et contribuent à hauteur de 3 % au chiffre d'affaires global (5 % en 2019) ;
- les équipements et leurs logiciels (40,1 millions d'euros), qui reculent de 31 % et représentent 24 % du chiffre d'affaires global (28 % en 2019) ;
- la formation et le conseil (7,4 millions d'euros), qui sont en retrait de 16 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (4 % en 2019).

Au 30 septembre 2020, le carnet de commandes des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels ainsi que de la formation et du conseil s'élève à 19,8 millions d'euros. À données comparables, il progresse de 0,6 million d'euros par rapport au 31 décembre 2019 et de 4,2 millions d'euros par rapport au 30 juin 2020.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents et des consommables et pièces

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 44 % du chiffre d'affaires global – atteint 74,5 millions d'euros, en progression de 4 %.

Cette composante du chiffre d'affaires, un des piliers du modèle économique du Groupe, représente un facteur de protection qui atténue les conséquences de la crise de la COVID-19 sur son chiffre d'affaires et ses résultats. Elle se décompose ainsi :

- les abonnements logiciels s'établissent à 2,5 millions d'euros (0,9 million d'euros en 2019) ;
- les contrats de maintenance des logiciels (28,2 millions d'euros), en recul de 1 %, représentent 17 % du chiffre d'affaires ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (43,8 millions d'euros), en croissance de 3 %, représentent 26 % du chiffre d'affaires.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (41,6 millions d'euros) subit la très forte baisse d'activité des clients du Groupe consécutive à la crise sanitaire, en particulier pendant les périodes de confinement, et diminue de 21 %. Il représente 24 % du chiffre d'affaires (26 % en 2019).

Au global, le chiffre d'affaires récurrent (116,1 millions d'euros) recule de 7 %.

Marge brute

La marge brute s'élève à 128,5 millions d'euros, en retrait de 14 % par rapport à 2019.

Le taux de marge brute s'établit à 75,3 %, en hausse de 2,2 points par rapport à celui des neuf premiers mois de 2019 du fait essentiellement de l'évolution du mix produits, avec notamment un poids plus important du chiffre d'affaires des contrats récurrents.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 112,9 millions d'euros, en diminution de 6 % par rapport à 2019. Ils se décomposent comme suit :

- 106,5 millions d'euros de frais fixes (- 2 %) ;
- 6,5 millions d'euros de frais variables (- 42 %).

Les dépenses de recherche et développement (23,2 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 13,6 % du chiffre d'affaires (23,1 millions d'euros et 11,2 % du chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de 2019). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent 16,6 millions d'euros (15,8 millions d'euros en 2019).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'élève à 15,6 millions d'euros, en recul de 45 % par rapport aux neuf premiers mois de 2019 (- 47 % à données réelles).

La marge opérationnelle s'établit à 9,1 %, en retrait de 5,0 points à données comparables, et de 5,3 points à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 0,3 million d'euros. Le résultat de change est négatif de 0,6 million d'euros.

Après une charge d'impôt de 3,7 millions d'euros, le résultat net atteint 11,0 millions d'euros, en diminution de 48 % à données réelles.

Le bénéfice net par action est de 0,34 € sur capital de base et sur capital dilué (0,67 € et 0,66 € respectivement pour les neuf premiers mois de 2019).

Cash-flow libre positif

Le cash-flow libre s'établit à 10,0 millions d'euros (18,1 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2019). Ce recul provient principalement de la baisse des résultats, le besoin en fonds de roulement ayant diminué de 1,6 million d'euros au cours des neuf premiers mois de 2020.

Un bilan particulièrement solide – une trésorerie nette positive de près de 120 millions d'euros

Au 30 septembre 2020, les capitaux propres s'élèvent à 183,5 millions d'euros (183,0 millions d'euros au 31 décembre 2019), après paiement le 8 mai du dividende de 12,8 millions d'euros (0,40 € par action) au titre de l'exercice 2019.

Le Groupe n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent 117,9 millions d'euros (120,6 millions d'euros au 31 décembre 2019), après paiement du dividende.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2020 est négatif de 19,0 millions d'euros. Il comprend la partie encaissable à moins d'un an (4,6 millions d'euros) de la créance de 21,5 millions d'euros sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2017, la partie à plus d'un an étant comptabilisée dans les autres actifs non courants du bilan (cf. note 6 de l'annexe au présent rapport).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 septembre 2020, le capital social est de 32 346 421 €, divisé en 32 346 421 actions d'une valeur nominale de 1,00 €.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, il a été augmenté de 247 321 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 1 877 339 €) par la création de 247 321 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Le 15 juin puis le 17 juillet 2020, la société a été informée qu'Allianz SE (Allemagne) avait franchi à la baisse, puis à la hausse, le seuil de 5 % des droits de vote. Le 17 juillet, elle détenait 5,14 % du capital et 5,10 % des droits de vote, par l'intermédiaire des sociétés Allianz IARD et Allianz Vie qu'elle contrôle. Le premier franchissement de seuil, passif, provenait de l'augmentation du nombre d'actions et de droits de votes de la société.

Le 22 septembre 2020, la société a été informée qu'Artisan Partners Limited Partnership (États-Unis) avait franchi à la hausse le seuil des 5 % du capital, puis le 25 septembre 2020 le seuil des 5 % des droits de vote. Le 25 septembre 2020, Artisan Partners Limited Partnership, agissant pour le compte de fonds et de clients dont elle assure la gestion, détenait 5,12 % du capital et 5,08 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2020.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17 % du capital et des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) et Artisan Partners Limited Partnership (Etats-Unis) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2020, la société détenait 0,06 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2020, le cours de Bourse (20,20 €) s'est inscrit en baisse de 9,6 % par rapport au 31 décembre 2019 (22,35 €). Au cours des neuf premiers mois de l'année, son plus bas a été de 12,20 € le 23 mars et son plus haut de 24,45 € le 13 janvier.

Durant la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont respectivement baissé de 20 % et 14 %.

Lectra fait notamment partie des indices Euronext et EnterNext suivants : CAC All Shares, CAC All Tradable, CAC Mid & Small, CAC Technology, EnterNext PEA-PME 150 et EnterNext Tech 40.

Le nombre d'actions échangées sur Euronext et sur les autres plateformes de cotation au cours des neuf premiers mois (12,3 millions) est en hausse de 18 % par rapport à la même période de 2019. Les échanges réalisés sur Euronext représentent 36 % du total des échanges des neuf premiers mois de 2020 (35 % en 2019).

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2020 seront publiés le 10 février 2021, après la clôture d'Euronext Paris.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier 2019, publié le 11 février 2020, Lectra avait développé sa vision de long terme et sa nouvelle feuille de route pour la période 2020-2022.

Le Groupe évoquait déjà les incertitudes liées à l'épidémie de COVID-19, dont l'impact ne se faisait alors sentir qu'en Chine, et avait décidé de ne pas formuler de perspectives chiffrées pour 2020 dans l'attente d'une meilleure visibilité. Depuis, l'épidémie s'est transformée en pandémie, provoquant un ralentissement majeur et rapide de l'activité économique mondiale.

Si la plupart des objectifs de la feuille de route stratégique 2020-2022 demeurent d'actualité, en particulier l'accélération vers l'Industrie 4.0, les objectifs de croissance au terme de cette période devront nécessairement tenir compte des conséquences de la crise économique provoquée par la COVID-19. De ce fait, le Groupe actualisera ses objectifs lorsqu'il considèrera que la visibilité sera redevenue suffisante.

Perspectives 2020

L'année 2020 sera marquée par la crise sanitaire mondiale et ses conséquences.

Lectra dispose d'un bilan particulièrement solide, d'une trésorerie nette positive de près de 120 millions d'euros au 30 septembre 2020 et d'un modèle économique ayant fait ses preuves, avec notamment une part récurrente de son chiffre d'affaires très importante.

Compte tenu de la solidité de sa situation financière, de sa capacité de résilience et de ses perspectives à moyen terme, le Groupe a décidé de ne pas mettre en œuvre de mesure d'activité partielle et de ne solliciter aucune aide du Gouvernement français. Lectra a également soutenu l'effort collectif face à cette crise en découpant bénévolement des masques et des équipements médicaux de protection.

Le Groupe a par ailleurs mis en œuvre des mesures de réduction de ses frais généraux, initialement prévus en hausse de 8 % en 2020, en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles.

Les trois marchés stratégiques du Groupe, la mode, l'automobile et l'ameublement, passeront probablement par une phase de consolidation et de restructuration, et les entreprises opérant sur ces marchés pourraient continuer de réduire leurs investissements et leurs dépenses d'exploitation en fonction de l'évolution de l'environnement macroéconomique ainsi que du volet sanitaire de la crise.

Néanmoins, une nette amélioration du volume des commandes, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel a été enregistrée au troisième trimestre et pourrait se confirmer au quatrième trimestre. Cette tendance reste toutefois soumise aux incertitudes liées à l'évolution de la pandémie.

Perspectives à moyen terme

Dans ce contexte particulièrement incertain, le Groupe, au travers des décisions qu'il a prises, démontre quotidiennement son engagement dans la prise en compte de ses responsabilités sociales, sociétales et environnementales, ainsi que son attachement aux valeurs qui les sous-tendent.

Les marchés du Groupe répondent à des besoins pérennes des consommateurs, dans le monde entier. Lectra, qui préserve malgré la crise ses atouts et bénéficie d'une très grande solidité financière, demeure confiant sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'administration

Le 28 octobre 2020

COMPLÉMENT D'INFORMATION – TROISIÈME TRIMESTRE 2020

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2020			2019		Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Licences perpétuelles de logiciel	1 945	9%	1 991	2 869	11%	-32%	-31%
Équipements et leurs logiciels	16 084	78%	16 678	20 028	74%	-20%	-17%
Formation, conseil	2 286	11%	2 325	3 236	12%	-29%	-28%
Divers	381	2%	389	802	3%	-53%	-51%
Total	20 696	100%	21 384	26 935	100%	-23%	-21%
Parité moyenne € / \$	1,17		1,11	1,11			

Nouveaux abonnements logiciels

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2020			2019		Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	802	na	812	465	na	+73%	+75%
Parité moyenne € / \$	1,17		1,11	1,11			

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2020			2019		Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	23 624	42%	23 731	28 646	42%	-18%	-17%
- France	4 516	8%	4 514	4 081	6%	+11%	+11%
Amériques	14 048	25%	15 104	18 164	26%	-23%	-17%
Asie - Pacifique	14 839	26%	15 360	16 896	25%	-12%	-9%
Autres pays	4 023	7%	4 133	4 903	7%	-18%	-16%
Total	56 533	100%	58 327	68 609	100%	-18%	-15%
Parité moyenne € / \$	1,17		1,11	1,11			

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2020			2019		Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	16 589	29%	17 008	26 174	38%	-37%	-35%
- licences perpétuelles de logiciel	1 556	3%	1 588	2 889	4%	-46%	-45%
- équipements et leurs logiciels	12 313	22%	12 634	19 895	29%	-38%	-36%
- formation, conseil	2 339	4%	2 398	2 589	4%	-10%	-7%
- divers	381	1%	389	802	1%	-53%	-51%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	39 944	71%	41 319	42 435	62%	-6%	-3%
- abonnements logiciels	953	2%	969	491	ns	+94%	+97%
- contrats de maintenance des logiciels	9 171	16%	9 359	9 647	14%	-5%	-3%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	14 446	26%	14 947	14 574	21%	-1%	+3%
- consommables et pièces	15 375	27%	16 044	17 723	26%	-13%	-9%
Total	56 533	100%	58 327	68 609	100%	-18%	-15%
Parité moyenne € / \$	1,17		1,11	1,11			

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2020		2019	Variation 2020/2019	
	Réel	A cours de change 2019	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	56 533	58 327	68 609	-18%	-15%
Coût des ventes	(14 085)	(14 213)	(17 781)	-21%	-20%
Marge brute	42 448	44 114	50 828	-16%	-13%
(en % du chiffre d'affaires)	75,1%	75,6%	74,1%	+1,0 point	+1,5 point
Frais de recherche et de développement	(4 540)	(4 540)	(4 691)	-3%	-3%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 402)	(30 188)	(33 852)	-13%	-11%
Résultat opérationnel	8 506	9 387	12 284	-31%	-24%
(en % du chiffre d'affaires)	15,0%	16,1%	17,9%	-2,9 points	-1,8 point
Résultat avant impôts	8 439	9 320	12 092	-30%	-23%
Impôt sur le résultat	(1 862)	na	(3 427)	-46%	na
Résultat net	6 577	na	8 665	-24%	na
dont Résultat net part du Groupe	6 560	na	8 663	-24%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	17	na	2	na	na
Parité moyenne € / \$	1,17	1,11	1,11		

COMPLÉMENT D'INFORMATION – NEUF PREMIERS MOIS DE 2020

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

1. Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

1.1 Par ligne de produit

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Licences perpétuelles de logiciel	5 676	10%	5 716	9 651	12%	-41%	-41%	
Équipements et leurs logiciels	41 646	76%	42 022	58 880	74%	-29%	-29%	
Formation, conseil	6 492	12%	6 515	9 003	11%	-28%	-28%	
Divers	1 126	2%	1 137	1 849	3%	-39%	-39%	
Total	54 939	100%	55 390	79 382	100%	-31%	-30%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,12	1,12				

1.2 Par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe	22 601	41%	22 611	29 860	38%	-24%	-24%	
Amériques	11 629	21%	11 940	11 691	15%	-1%	+2%	
Asie - Pacifique	16 893	31%	16 993	30 256	38%	-44%	-44%	
Autres pays	3 817	7%	3 846	7 576	9%	-50%	-49%	
Total	54 939	100%	55 390	79 382	100%	-31%	-30%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,12	1,12				

1.3. Par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode	27 675	50%	27 896	39 369	49%	-30%	-29%	
Automobile	15 244	28%	15 409	25 983	33%	-41%	-41%	
Aménagement	9 359	17%	9 416	10 977	14%	-15%	-14%	
Autres industries	2 660	5%	2 668	3 054	4%	-13%	-12%	
Total	54 939	100%	55 390	79 382	100%	-31%	-30%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,12	1,12				

2. Nouveaux abonnements logiciels

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	1 767	na	1 769	1 131	na	+56%	+56%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,12	1,12				

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	73 235	43%	73 434	82 895	40%	-12%	-11%	
- France	12 115	7%	12 110	13 048	6%	-7%	-7%	
Amériques	44 503	26%	45 435	51 203	25%	-13%	-11%	
Asie - Pacifique	40 722	24%	40 944	55 107	27%	-26%	-26%	
Autres pays	12 109	7%	12 359	16 605	8%	-27%	-26%	
Total	170 568	100%	172 172	205 810	100%	-17%	-16%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,12	1,12				

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	54 429	32%	54 717	79 666	39%	-32%	-31%	
- licences perpétuelles de logiciel	5 757	3%	5 794	10 335	5%	-44%	-44%	
- équipements et leurs logiciels	40 116	24%	40 313	58 589	28%	-32%	-31%	
- formation, conseil	7 430	4%	7 474	8 893	4%	-16%	-16%	
- divers	1 126	1%	1 137	1 849	1%	-39%	-39%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	116 139	68%	117 455	126 144	61%	-8%	-7%	
- abonnements logiciels	2 525	1%	2 539	937	ns	+169%	+171%	
- contrats de maintenance des logiciels	28 176	17%	28 396	28 720	14%	-2%	-1%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	43 802	26%	44 203	42 932	21%	+2%	+3%	
- consommables et pièces	41 637	24%	42 317	53 555	26%	-22%	-21%	
Total	170 568	100%	172 172	205 810	100%	-17%	-16%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,12		1,12	1,12				

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2020		2019	Variation 2020/2019	
	Réel	A cours de change 2019	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	170 568	172 172	205 810	-17%	-16%
Coût des ventes	(42 045)	(42 123)	(54 860)	-23%	-23%
Marge brute	128 523	130 049	150 950	-15%	-14%
(en % du chiffre d'affaires)	75,3%	75,5%	73,3%	+2,0 points	+2,2 points
Frais de recherche et de développement	(16 569)	(16 569)	(15 832)	+5%	+5%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(96 349)	(97 274)	(105 397)	-9%	-8%
Résultat opérationnel	15 605	16 207	29 721	-47%	-45%
(en % du chiffre d'affaires)	9,1%	9,4%	14,4%	-5,3 points	-5,0 points
Résultat avant impôts	14 750	15 352	28 938	-49%	-47%
Impôt sur le résultat	(3 724)	na	(7 639)	-51%	na
Résultat	11 027	na	21 299	-48%	na
dont Résultat net part du Groupe	11 025	na	21 297	-48%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2	na	2	na	na
Parité moyenne € / \$	1,12	1,12	1,12		

Attestation de la société relative au rapport des neuf premiers mois de 2020

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2020 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 28 octobre 2020

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2020	31 décembre 2019	30 septembre 2019
Écarts d'acquisition	46 891	47 380	47 616
Autres immobilisations incorporelles	4 453	4 008	3 967
Droits d'utilisation locatifs	15 833	18 697	19 286
Immobilisations corporelles	25 770	26 963	26 119
Autres actifs non courants	19 906	17 242	18 975
Impôts différés	8 064	8 589	8 772
Total actifs non courants	120 917	122 879	124 735
Stocks	29 183	30 919	34 166
Clients et comptes rattachés	36 641	56 933	43 845
Autres actifs courants	12 530	12 217	14 501
Trésorerie et équivalents de trésorerie	117 932	120 558	102 369
Total actifs courants	196 286	220 627	194 881
Total actifs	317 203	343 506	319 616

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2020	31 décembre 2019	30 septembre 2019
Capital social	32 346	32 099	32 046
Primes d'émission et de fusion	17 680	15 802	15 409
Actions détenues en propre	(373)	(698)	(521)
Écarts de conversion	(10 544)	(9 481)	(9 028)
Réserves et résultats consolidés	144 245	145 141	136 901
Participations ne donnant pas le contrôle	113	159	142
Total capitaux propres	183 467	183 022	174 949
Engagements de retraite	11 240	11 107	10 925
Obligations locatives à long terme	10 941	13 407	13 921
Engagement d'achat de titres minoritaires	2 973	4 333	4 333
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	25 154	28 847	29 179
Fournisseurs et autres passifs courants	43 492	58 896	52 052
Produits constatés d'avance	50 881	58 459	50 046
Dettes d'impôt exigible	2 968	3 436	2 211
Obligations locatives à court terme	5 422	5 675	5 750
Engagement d'achat de titres minoritaires	2 652	2 167	2 167
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 167	3 004	3 262
Total passifs courants	108 582	131 637	115 488
Total passifs et capitaux propres	317 203	343 506	319 616

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2020 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	170 568	205 810
Coût des ventes	(42 045)	(54 860)
Marge brute	128 523	150 950
Frais de recherche et développement	(16 569)	(15 832)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(96 349)	(105 397)
Résultat opérationnel	15 605	29 721
Produits financiers	107	160
Charges financières	(390)	(434)
Résultat de change	(571)	(509)
Résultat avant impôts	14 750	28 938
Impôts sur le résultat	(3 724)	(7 639)
Résultat net	11 027	21 299
dont Résultat net part du Groupe	11 025	21 297
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2	2
 (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,34	0,67
- dilué	0,34	0,66
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	32 171 847	31 954 013
- résultat dilué	32 419 678	32 385 303

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE ⁽¹⁾

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2020 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 (neuf mois)
Résultat net part du Groupe	11 025	21 297
Écarts de conversion	(887)	389
Effet d'impôts	(175)	137
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(1 062)	526
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	279	(638)
Effet d'impôts	(78)	200
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	201	(438)
Total autres éléments du résultat global	(861)	88
Résultat global part du Groupe	10 164	21 385

(1) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (uniquement 30 % de titres minoritaires Retviews en 2019 et du 1^{er} janvier au 30 juin 2020 – 20 % depuis juillet 2020 – cf. note 3 ci-après) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2020 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 (neuf mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	11 027	21 299
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	11 835	9 386
Éléments non monétaires du résultat	424	371
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	-	53
Variation des impôts différés	(12)	949
Capacité d'autofinancement d'exploitation	23 274	32 058
Variation des stocks et en-cours	201	(505)
Variation des créances clients et comptes rattachés	12 654	8 161
Variation des autres actifs et passifs courants	(11 297)	(8 424)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	1 559	(768)
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	(6 716)	(4 243)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	18 117	27 047
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 547)	(1 360)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 766)	(2 798)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	23	3
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽¹⁾	(876)	(7 629)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(4 120)	(4 710)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	3 579	4 490
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 707)	(12 004)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	2 125	1 765
Versement de dividendes	(12 844)	(12 782)
Achats par la société de ses propres actions	(3 556)	(4 391)
Ventes par la société de ses propres actions	3 830	4 444
Remboursement des dettes locatives	(4 318)	(4 545)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(14 762)	(15 509)
Variation de la trésorerie	(1 352)	(466)
Trésorerie à l'ouverture	120 558	102 223
Variation de la trésorerie	(1 352)	(466)
Incidence des variations de cours de change	(1 274)	612
Trésorerie à la clôture	117 932	102 369
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	18 117	27 047
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 707)	(12 004)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	876	7 629
- Remboursement des dettes locatives	(4 318)	(4 545)
Cash-flow libre	9 968	18 127
Impôts (payés) / remboursés, nets	(3 703)	(3 412)
Intérêts payés sur dettes locatives	(121)	(114)
Intérêts payés	-	-

(1) En 2019, ce montant correspond au coût d'acquisition de 70 % de la société Retviews, net de la trésorerie acquise, et en 2020, au montant versé pour l'achat de 10 % additionnels (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale								
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	31 846 757	1,00	31 847	13 843	(560)	(9 554)	134 802	170 377		170 377
Résultat net							21 297	21 297	2	21 299
Autres éléments du résultat global						526	(438)	88		88
Résultat global						526	20 859	21 385	2	21 387
Exercices d'options de souscription d'actions	199 163	1,00	199	1 566				1 765		1 765
Valorisation des options de souscription d'actions							513	513		513
Vente (achat) par la société de ses propres actions					39			39		39
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							9	9		9
Intégration de la société Retviews et engagement d'achat de titres minoritaires ⁽¹⁾							(6 500)	(6 500)	140	(6 360)
Dividendes							(12 782)	(12 782)		(12 782)
Capitaux propres au 30 septembre 2019	32 045 920	1,00	32 046	15 409	(521)	(9 028)	136 901	174 807	142	174 949
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	31 846 757	1,00	31 847	13 843	(560)	(9 554)	134 802	170 377		170 377
Résultat net							29 305	29 305	19	29 324
Autres éléments du résultat global						73	(485)	(412)		(412)
Résultat global						73	28 820	28 893	19	28 912
Exercices d'options de souscription d'actions	252 343	1,00	252	1 959				2 211		2 211
Valorisation des options de souscription d'actions							693	693		693
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(138)			(138)		(138)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							106	106		106
Intégration de la société Retviews et engagement d'achat de titres minoritaires ⁽¹⁾							(6 500)	(6 500)	140	(6 360)
Dividendes							(12 782)	(12 782)		(12 782)
Capitaux propres au 31 décembre 2019	32 099 100	1,00	32 099	15 802	(698)	(9 481)	145 141	182 863	159	183 022
Résultat net							11 025	11 025	2	11 027
Autres éléments du résultat global						(1 062)	201	(861)		(861)
Résultat global						(1 062)	11 226	10 164	2	10 166
Exercices d'options de souscription d'actions	247 321	1,00	247	1 877				2 125		2 125
Valorisation des options de souscription d'actions							706	706		706
Vente (achat) par la société de ses propres actions					325			325		325
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(34)	(34)		(34)
Achat de titres minoritaires sur la société Retviews ⁽²⁾							48	48	(48)	0
Dividendes							(12 844)	(12 844)		(12 844)
Capitaux propres au 30 septembre 2020	32 346 421	1,00	32 346	17 680	(373)	(10 544)	144 245	183 354	113	183 467

(1) Ces montants font suite à la prise de contrôle sur la société Retviews en 2019. La note 3 ci-après détaille les impacts de cette acquisition sur les états financiers du Groupe.

(2) Ce montant fait suite à l'achat de 10 % additionnels de la société Retviews en juillet 2020 (cf. note 3 ci-après).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2020

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext-Paris.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 34 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil.

En outre, le Groupe commercialise des consommables et pièces pour ses découpeurs.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 800 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2020 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2019, à l'exception de l'amendement à la norme IFRS 16 du 28 mai 2020 (non approuvé par l'UE) présenté ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 28 octobre 2020 et n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'est pas impacté par les autres modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. Le Groupe n'a pas non plus appliqué par anticipation d'autres normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Amendement à la norme IFRS 16 – Contrats de location

Le Groupe applique, par anticipation depuis le 1^{er} avril 2020, l'amendement à la norme IFRS 16 intitulé *COVID-19-Related Rent Concessions*. Cet amendement permet au Groupe de ne pas considérer certains aménagements de loyers dont il a bénéficié comme des modifications de contrats de location. Le Groupe a choisi d'appliquer l'amendement à tous les aménagements de loyers éligibles (c'est-à-dire obtenus sans modification substantielle du contrat et directement liés aux conséquences de la crise de la COVID-19).

Au 30 septembre 2020, l'amendement concerne un nombre limité de filiales. Son impact sur le compte de résultat consolidé est inférieur à 0,1 million d'euros.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations et l'évaluation des impôts différés actifs.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements et leurs logiciels embarqués, licences perpétuelles de logiciel, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de CFAO (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils sont une composante indissociable de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), commercialisés sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- L'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- Les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- Les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation de la production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- Concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore prévues. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance et des évolutions car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance et d'évolution ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique du matériel telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Les équipements sont conçus, fabriqués et assemblés par le Groupe à partir de pièces ou sous-ensembles achetés auprès de sous-traitants. Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles ne constituent que des « *inputs* » utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme le résultat opérationnel, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tel que défini par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre représente l'indicateur de performance de sa gestion de la trésorerie.

Les dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16 n'ont pas d'effet sur la performance telle que suivie par le Groupe.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent. Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant d'activités qui ne dépend pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution). Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est et Moyen Orient ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, *business development*, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute, et par conséquent son résultat opérationnel, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2020, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 31 sociétés consolidées par intégration globale.

En juillet 2019, le Groupe a acquis la société belge Retviews SA et sa filiale roumaine Retviews Bucharest SRL.

L'acquisition portait à cette date sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 8 millions d'euros. Comme initialement prévu, Lectra a acquis en juillet 2020 10 % additionnels du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant compris entre 0,9 et 1,1 million d'euros (0,9 million d'euros en juillet 2020 et le solde en décembre 2020). L'acquisition du solde du capital et des droits de vote aura lieu en deux fois en juillet 2021 et juillet 2022 pour des montants, respectivement, d'environ 0,7 fois le chiffre d'affaires 2021 et 0,5 fois le chiffre d'affaires 2022.

La comptabilité d'acquisition avait été finalisée sans modification et les principaux impacts sur les états financiers du Groupe étaient les suivants :

- Comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de 7,7 millions d'euros ;
- Comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, évaluées à leur quote-part dans l'actif net repris (méthode dite du « goodwill partiel ») pour un montant de 0,1 million d'euros ;
- Comptabilisation d'une dette de 6,5 millions d'euros, correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires, évaluée à la juste valeur, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe ;
- Coût d'acquisition, net de la trésorerie acquise, d'un montant de 7,6 millions d'euros.

Au 30 septembre 2020, l'achat de 10 % additionnels du capital et des droits de vote a donné lieu au reclassement, au sein des capitaux propres totaux, depuis les participations ne donnant pas le contrôle vers les capitaux propres – part du Groupe, d'un montant inférieur à 0,1 million d'euros. Suite au décaissement de 0,9 million d'euros, la dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève désormais à 5,6 millions d'euros, dont 2,7 millions d'euros à échéance court terme et 3,0 millions d'euros à échéance à plus d'un an.

Retviews et sa filiale en Roumanie sont consolidées par intégration globale depuis le 15 juillet 2019.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2020 et de l'exercice 2019.

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2020, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 0,5 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 2,9 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2020.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2020 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	36 622	46 696	44 503	42 747	-	170 568
Résultat opérationnel	4 914	8 966	7 452	3 970	(9 698)	15 605
Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2019 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	42 254	53 520	51 202	58 833	-	205 810
Résultat opérationnel	5 022	9 748	7 643	5 552	1 755	29 721

(1) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie et Moyen-Orient.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2020 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	9 968	-	9 968
Augmentations de capital ⁽¹⁾	2 125	-	2 125
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	275	-	275
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽³⁾	(876)	-	(876)
Versement de dividendes	(12 844)	-	(12 844)
Effet de la variation des devises – divers	(1 274)	-	(1 274)
Variation de la période	(2 626)	-	(2 626)
Situation au 31 décembre 2019	120 558	-	120 558
Situation au 30 septembre 2020	117 932	-	117 932
Variation de la période	(2 626)	-	(2 626)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7)

(3) Acquisition de 10 % additionnels de la société Retviews (cf. note 3)

Le cash-flow libre au 30 septembre 2020 s'élève à 10,0 millions d'euros. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 23,3 millions d'euros, d'investissements de 3,8 millions d'euros, et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de 1,6 million d'euros. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de 6,7 millions d'euros (correspondant au crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois de 2020, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, afin d'assurer la comparabilité du cash-flow libre publié, il convient d'ajouter à ces montants le remboursement des dettes locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 4,3 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- - 12,7 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu notamment de la diminution chiffre d'affaires des licences de logiciel, des équipements, des consommables et pièces et des services non récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- - 0,2 million d'euros provient de la diminution des stocks ;
- - 2,6 millions d'euros proviennent du solde du crédit d'impôt recherche de 2016 encaissé au cours du troisième trimestre 2020 (cf. note 6 ci-après) ;
- + 7,8 millions d'euros proviennent de la diminution des dettes fournisseurs, compte tenu de la réduction des achats liée à la baisse de l'activité ;
- + 4,8 millions d'euros proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2019, majoritairement payée en 2020, et celle, comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2020 et qui sera payée en 2021 ;
- + 1,3 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2020 est négatif de 19,0 millions d'euros. Il comprend la part courante (4,5 millions d'euros) de la créance de 21,5 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (6,7 millions d'euros) des neuf premiers mois de 2020 a été comptabilisé mais non encaissé.

Ainsi, au 30 septembre 2020, Lectra SA détient une créance de 21,5 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 16,9 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2020 (6,7 millions d'euros), 2019 (5,2 millions d'euros), 2018 (5,0 millions d'euros), et 2017 (4,5 millions d'euros).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle a ainsi encaissé en juillet 2020 le solde de 2,6 millions d'euros au titre du crédit d'impôt 2016 et devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2021 (crédit d'impôt 2017), 2022 (crédit d'impôt 2018), 2023 (crédit d'impôt 2019) et 2024 (crédit d'impôt 2020). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la société a acheté 192 354 actions et en a vendu 205 328 aux cours moyens respectifs de 18,49 € et de 18,66 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2020, elle détenait 18 575 de ses propres actions (soit 0,06 % du capital social) à un prix de revient moyen de 20,09 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 septembre 2020	31 décembre 2019
Trésorerie disponible	87 932	90 558
Équivalents de trésorerie	30 000	30 000
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	117 932	120 558

Le Groupe n'a pas d'emprunt ni de dette financière. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie disponible et des équivalents de trésorerie.

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières ici.

9. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2019.

Au cours des neuf premiers mois de 2020, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1,12 \$ / 1 €.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2020 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de 5,1 millions d'euros, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2020.

10. IMPLICATIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur les états financiers du Groupe ont fait l'objet d'une revue détaillée.

Anticipant un ralentissement de son activité, le Groupe a mis en œuvre des mesures strictes de réduction de ses frais généraux en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles, et en réaffectant de façon ponctuelle pendant le confinement les équipes dont la charge de travail était la plus réduite sur d'autres missions jugées prioritaires, notamment pour assurer une utilisation optimale des solutions par les clients et accélérer les actions de transformation prévues dans la feuille de route stratégique 2020-2022.

À la date du présent rapport, compte tenu de la solidité de sa situation financière et de sa capacité de résilience, la Société a décidé de ne pas faire appel aux diverses mesures proposées par le gouvernement français, telles que moratoires sur les paiements ou activité partielle. Dans quelques pays, le Groupe a bénéficié de certaines réductions de taxes applicables à l'ensemble des entreprises.

Au vu du contexte et de la baisse d'activité constatée au cours du premier semestre, le Groupe a actualisé en juin 2020 les tests de dépréciation des écarts d'acquisition réalisés pour la clôture du 31 décembre 2019. Cette mise à jour s'appuie sur des hypothèses basses, qui incluent notamment un décalage dans le temps de l'atteinte des objectifs du Groupe. Les estimations des valeurs d'utilité des écarts d'acquisition ainsi actualisées n'ont engendré aucune dépréciation dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels, comme en 2019. Le Groupe considère ces résultats comme toujours valables au 30 septembre 2020.

Au cours des neuf premiers mois, le besoin en fonds de roulement est resté normatif, et le Groupe a dégagé un cash-flow positif. Les fournisseurs du Groupe ont été payés aux échéances prévues. Dans la grande majorité, les clients ont respecté leurs échéanciers sans conséquences significatives sur l'état de la situation financière au 30 septembre 2020. La plus grande vigilance reste toutefois de mise et les actions de recouvrement ont été renforcées. Après une analyse individualisée de ses créances, le Groupe a estimé les pertes possibles sur les positions les plus risquées, et comptabilisé à ce titre les provisions nécessaires.

Enfin, le Groupe n'a pas d'emprunt ni de dette financière, et a dégagé un cash-flow libre positif de 10,0 millions d'euros au cours des neuf premiers mois. La trésorerie atteint 117,9 millions d'euros au 30 septembre 2020. Les équivalents de trésorerie sont constitués de certificats de dépôt négociables émis par les banques de la Société. Les comptes à vue et les comptes à terme rémunérés sont considérés comme de la trésorerie disponible. Tous ces placements sont à court terme, considérés comme liquides, convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Le Groupe considère qu'il est financièrement armé pour faire face à une diminution temporaire ou plus durable de son activité.

11. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ 0,45 million d'euros.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2019 des devises concernées, notamment 1,12 \$ / 1 €.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1,07 \$ / 1 €) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2020 d'environ 4,2 millions d'euros et du résultat opérationnel annuel de 2,8 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1,17 \$ / 1 €) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de 1,17 \$ / 1 €.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.